Attribution de temps

d'entre nous cherchent quelqu'un à blâmer et montrent toutes sortes de caractéristiques qui étaient étrangères à notre culture avant que le gouvernement ne prenne le pouvoir.

Il est intéressant de remarquer que le ministre des Finances et l'autre député qui a parlé de ce projet de loi de création de la taxe sur les produits et services, n'ont jamais essayé de défendre la taxe elle-même. Ils ont dit seulement que la taxe sur les ventes des fabricants devrait être éliminée pour favoriser la croissance de l'économie canadienne.

Nous n'avons jamais remis cela en question. Cette taxe devrait en effet être éliminée, mais devrait-elle être remplacée par une taxe sur les produits et services?

Des voix: Non.

M. McCurdy: Regardons un peu, monsieur le Président, ce qu'est la taxe de vente actuelle. La taxe sur les ventes des fabricants rapportait 18,5 milliards de dollars tandis que la taxe sur les produits et services en rapportera 21,5 milliards. Si vous considérez l'augmentation nette des recettes, à part le coût d'administration de la taxe et des remises, il est intéressant de voir qu'il suffit de recueillir 14,5 milliards. Nous pouvons les trouver sans adopter une taxe sur les produits et services ni engager 4 000 personnes pour la percevoir en apportant de petits changements à diverses taxes sans augmenter l'effectif du ministère du Revenu national.

Voici la liste de ces changements. Vous trouverez les détails dans le livre de Neils Brooks dont il a été question plus tôt.

• (1755)

Supposons que nous supprimons la TVF et la TPS, mais que nous gardons les taxes d'accise sur les cigarettes et l'alcool. Cela rapporterait 2,3 milliards. Supprimons les déductions pour frais de représentation dont bénéficient les gens d'affaires riches et les sociétés: 1 milliard. Réduisons les déductions pour gains en capital: 0,5 milliard. Supprimons tous les allègements fiscaux qui ne sont pas nécessaires pour les sociétés: 2 milliards. Faisons payer un impôt minimum aux sociétés, comme le font les Américains: 2 milliards. Taxons la richesse soit au moyen d'une taxe sur les biens transmis par décès, soit au moyen d'une taxe annuelle sur la richesse nette: 2,5 milliards. Empêchons l'évasion fiscale, comme nous le faisons avant que les conservateurs n'accèdent au pouvoir: 3 milliards. Rétablissons les cinq taux marginaux d'impôt sur le revenu au lieu de trois et augmentons le taux marginal maximum à 40 p. 100. C'est très intéressant de voir ce que cela donnerait. Même le ministre des Finan-

ces admet que l'inflation s'accroîtra de 1,25 p. 100 ou plus probablement de 3 p. 100 à cause de la TPS.

Non seulement la solution de rechange nous permettrait d'avoir un régime fiscal plus juste et supprimerait les problèmes liés à la TVF, mais aussi elle réduirait l'inflation de 2,3 p. 100. Cela entraînerait une baisse des taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt baissaient, il y aurait une croissance des investissements, ce qui favoriserait la création d'emplois.

Oui, il y a une solution de rechange qui serait avantageuse pour la majorité des Canadiens. Les conservateurs ne se préoccupent pas des Canadiens, ils les méprisent. Eh bien, les Canadiens n'auront que du mépris pour un gouvernement qui ne se préoccupe ni d'eux ni du pays.

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, la Chambre semble pratiquement unanime à dire, du moins pour ce qui est des députés de ce côté-ci et des députés d'en face qui refusent de se laisser museler par leur whip, que le gouvernement méprise totalement les désirs et les besoins des Canadiens et aussi les travaux de la Chambre.

Il y a quelques instants, nous avons entendu le ministre des Finances ricaner parce que le Parti libéral n'a pas fait de proposition, pourtant, son ministre associé a gardé pour lui une proposition d'un de nos collègues, le député de Broadview—Greenwood, celle de l'impôt unique. Que font les conservateurs? Ils prétendent qu'il n'y a pas de solution de rechange. Ils refusent d'écouter. Ils refusent d'écouter ce que les Canadiens ont à dire. Et ils refusent d'écouter ce que le Parlement a à dire.

Mes collègues de l'Alberta aimeront ces statistiques. Depuis que l'article 57 du Règlement, qui traite de la motion de clôture, a été adopté en 1913, et jusqu'en décembre 1988, la clôture a été utilisée 21 fois pour mettre fin à un débat. Et au cours de la présente législature, depuis 1988, on y a eu recours 13 fois.

Aujourd'hui, elle a encore été utilisée pour bâillonner les députés conservateurs de l'arrière-ban. Comment les Canadiens pourraient-ils surmonter leur aversion pour cette taxe sur les produits et services quand le parti ministériel doit bâillonner ses propres députés?

Je sais que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre trouvent que c'est honteux que les Canadiens ne puissent discuter de la plus grande fraude fiscale jamais machinée contre eux depuis la Confédération. Monsieur le Président, je sais que vous allez me dire qu'il me restera 10 minutes pour poursuivre. Nous assistons pour la première fois à l'application d'une taxe de 7 p. 100. Et je ne pourrai parler encore que pendant 1,4 p. 100 de ce temps. Je vois que les députés d'en face esquissent un sourire.